Traitement numéro 2018/013

Objet du traitement de données
Site achat public Plate forme pour publication des marchés public

Finalités

Publication et gestion des marchés public via une plate forme sécurisée (acheteur, candidat)

Licéité

•Respect d'une obligation légale

Base légale ou intérêt légitime

- Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Données traitées

Catégories des données traitées

- Données d'identification
- Coordonnées

Personnes concernées

Le traitement de données concerne :

Entreprises, sociétés
Agent de la commune (log de connexion et journalisation, traçabilité)

Destinataire – catégorie de destinataires

En fonction de leurs besoins respectifs, sont destinataires de tout ou parties des données :

Destinataire(s) :
- Service de la ville habilité à traiter la donnée
- Organisme d'état

Catégorie(s) :
- Service interne qui traite les données
- Partenaires institutionnels

Durée de conservation

5 ans pour les candidatures et offres refusées.

La durée de conservation est sans limite pour les offres retenues.

La durée de cionservation des pièces relatives à la procédure est de 10 ans.

Pour plus d'informations sur les délais de conservation et les consignes de tri : voir la circulaire DGP/SIAF/2014/006 en date du 22 septembre 2014.

Source de données : les informations ont pour origine l'organisme

Cas particulier d'un traitement justifié par le consentement : « *Vous pouvez retirer votre consentement à tout moment. Les données collectées avant le retrait seront conservées jusqu'à réalisation de la finalité du traitement mais ne seront plus exploitées* ».

Cas particulier des téléservices et sites internet :

- informer l'utilisateur du sort des données qui le concernent à son décès et lui permet de choisir de communiquer ou non ses données à un tiers qu'il désigne » ;
- information en lien avec les Cookies et possibilité pour l'utilisateur de s'y opposer avec méthodes et conséquence).

Dans le cadre de ces traitements, sauf mention contraire, lorsque des informations vous sont demandées par les services, par exemple à l'occasion d'un dépôt d'un permis de construire ou de l'inscription d'un enfant en périscolaire, elles sont nécessaires à l'examen de votre demande ou de votre dossier. A défaut, celle-ci ne pourra aboutir

Information concernant le traitement des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs missions et de leurs activités de service public, les services municipaux, placés sous l'autorité de Monsieur le Maire (responsable de traitement), peuvent avoir besoin de données à caractère personnel des usagers. Il s'agit d'informations qui permettent de les identifier ou de les rendre identifiables, comme leurs noms et prénoms.

Pour veiller sur ces données et le respect de la réglementation qui encadre leur utilisation, Monsieur Le Maire a désigné au sein de la commune un délégué à la protection des données qui peut être contacté à l'adresse suivante : Commune de Bry-Sur-Marne – 1, grande rue Charles de Gaulle – 94360 Bry sur Marne.

Dans le cadre de ces activités, la Ville met en œuvre les traitements de données à caractère personnel mentionnés ci-après.

Toute personne concernée par ces traitements dispose d'un droit d'accès à ses données personnelles, et, le cas échéant, d'un droit de rectification ou d'effacement, d'un droit d'opposition, voire d'un droit à la limitation du traitement ou à la portabilité de ses données.

Vous pouvez les exercer en contactant le délégué à la protection des données

- par courriel à delegue-protection-donnees@bry94.fr

ou

- par courrier postal à Mairie de Bry-sur-Marne – à l'attention du Délégué à la protection des données – 1, Grande rue Charles de Gaulle – 94360 Bry sur Marne.

Il pourra vous être demandé de justifier de votre identité lors de l'exercice de vos droits dans le cadre des procédures de sécurité mises en place au sein de la Commune.

Si vous estimez, après nous avoir contacté (et nous avoir laissé le temps imparti par la réglementation – soit 1 mois renouvelable 1 fois – pour vous répondre) que vos droits n'ont pas été respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL (Commission Nationale Informatique et Libertés) par le biais de son site Internet (www.cnil.fr).